



LA LUTTE AUX FRONTIÈRES SE POURSUIT

Texte Geert Verschueren
Photos Service central
drogues, Petra De Weser
& Lavinia Wouters

En 2005, 63 kilos de marijuana furent saisis à Balen, en Campine. Le 25 juillet 2007, 27 kilos de cocaïne étaient découverts à l'aérodrome de Saint-Ghislain. Ces deux exemples montrent que les aéroports de moindre envergure sont de plus en plus populaires parmi les organisations criminelles.

Marc Vanhulle, commissaire au sein du Service central drogues de la police fédérale (DGJ/DJP/Drogues), esquisse les contours de la politique menée dans ce domaine et met en exergue l'engagement de la police fédérale dans la lutte contre le trafic de drogue.



BRUXELLES – Grâce au très bon réseau de communication dont notre pays est doté, les passeurs de drogues s’y sentent comme des poissons dans l’eau. Face à la multitude des moyens de transport, les criminels qui veulent se rendre, le balluchon rempli de stupéfiants, du pays d’origine au pays de destination, n’ont que l’embarras du choix. Le phénomène de la drogue ne connaît pas de frontières. Avant de finir ‘en ligne’ sur un coin de table en Europe, la cocaïne a parcouru un long chemin, de l’Amérique du Sud à l’Afrique de l’Ouest, en passant par les Caraïbes. Les frontières extérieures sont, dès lors, des endroits stratégiques dans la lutte contre le trafic de drogue. Du reste, le plan national de sécurité 2004-2007 et le plan d’action drogue de l’Union européenne (2005-2008) font des contrôles aux frontières extérieures de l’espace Schengen les fers de lance de la lutte contre le trafic de drogue.

Une approche intégrée

Juguler l’importation et l’exportation de drogues est la priorité absolue des services de police et de la douane à l’aéroport de Zaventem. Tous les efforts visent à démanteler des réseaux criminels, à empêcher autant que possible que la drogue aboutisse dans la rue et à décourager les passeurs potentiels. Le problème de la drogue ne se limite toutefois pas à Brussels Airport. Le Manuel commun de Schengen indique d’autres points de passage transfrontaliers officiels et prévoit la possibilité d’organiser des patrouilles entre ces postes. Le secteur aérien étant un ensemble complexe, il doit être possible, dans le cadre de l’approche intégrée des services de police, d’opérer une différenciation en fonction de la nature de l’activité aérienne. Si les vols réguliers de passagers doivent être surveillés, les compagnies à bas prix (‘low cost’) ne doivent pas non plus échapper aux contrôles,

comme le montrent les arrestations de passeurs de drogues à l’aéroport de Gosselies (Charleroi). Après avoir effectué une analyse approfondie de ce phénomène avec l’appui du Service central drogues, la police aéronautique (LPA) de l’aéroport de Gosselies a fixé, en 2005, deux priorités absolues auxquelles elle s’est attelée en collaboration avec le magistrat de référence de Charleroi et le service drogues de la police judiciaire fédérale (PJF) de Charleroi: la lutte contre l’importation et l’exportation de cocaïne et le contrôle du narcotourisme. Cette stratégie a permis de saisir plus de six kilos de cocaïne en 2006.

La politique menée par la police ne doit toutefois pas se limiter aux grands aéroports. Notre pays compte environ une centaine de petits aérodromes. Les chiffres concernant les saisies récentes montrent que ces aérodromes locaux sont utilisés dans le cadre du trafic de drogue: les servi-



A l'aide d'un sonar, le sillage et le lieu d'amarrage d'un bateau à risque peuvent être scannés.



... ces de police ont ainsi saisi, entre autres, 63 kilos de marijuana à l'aérodrome de Balen (près de Turnhout) en 2005 et pas moins de 26,5 kilos de cocaïne à l'aérodrome de Saint-Ghislain en 2007.

Profilage et partenariat

Les services de police belges doivent faire face à deux sortes de trafic de drogue: d'une part, l'importation et l'exportation illégales de drogue et, d'autre part, la distribution secondaire. En raison de sa position stratégique, la Belgique constitue en effet un centre de diffusion vers d'autres pays européens. La menace extérieure ne se limite pas au transport de passagers, mais concerne également le transport de marchandises et le trafic postal. Les services de la douane cherchent la drogue essentiellement dans les marchandises, les bagages et les sociétés de transport de courrier et de colis.

Pour ce qui est de la menace intérieure, pour laquelle les criminels peuvent compter sur des complices, il convient d'adapter

la détection et l'interception des colis contenant de la drogue. Un trafiquant qui n'a pas été intercepté à l'aéroport peut prendre le train ou le ferry pour se rendre dans un autre pays de l'Union. Dans le jargon, c'est ce que l'on appelle 'l'intermodalité de la circulation'. Les trafiquants de drogue utilisent régulièrement des liaisons ferroviaires internationales parce que les trains sont de plus en plus nombreux et rapides et qu'un ticket peut être acheté de manière anonyme et à la dernière minute. Avec l'Eurostar, les services de police doivent faire face à l'exportation de drogue vers le Royaume-Uni. En raison de la suppression de la liaison aérienne entre Paris et Bruxelles, les trains Thalys sont en outre devenus des moyens de transport très prisés des passeurs de drogue.

Avec l'appui du Service central drogues et sur base des informations transmises par la police judiciaire fédérale de l'aéroport national (PJF/DR Airport), le poste Eurostar de la section Bruxelles de la police des chemins de fer (SPC) procède

au profilage des passeurs de drogue potentiels. Durant les actions, on vérifie si certains voyageurs correspondent à ce profil à risque.

Par ailleurs, si le trafic de drogue sévit dans les grands ports maritimes aux quatre coins de l'Europe, les quantités importantes de cocaïne découvertes à bord des voiliers montrent que le contrôle des seuls grands cargos est tout à fait insuffisant. Le projet 'West Coastal Watch' a ainsi vu le jour dans l'arrondissement de Furnes après la découverte de plusieurs canots pneumatiques et paquets de drogue abandonnés dans les eaux territoriales. Ce partenariat entre la police locale de la Westkust (La Panne/Coxyde/Nieuport), la police fédérale (PJF, police de la navigation, Service central drogues), la douane et l'armée vise à endiguer l'importation et l'exportation de drogue par la côte, les eaux territoriales ou l'arrière-pays.

En 2005, la police de la navigation (SPN) a également lancé le projet 'SPOIL' pour l'ensemble de la côte belge. Il y a quelques mois, le Carrefour d'information maritime (CIM) a également été créé afin de faciliter l'échange d'informations entre la marine, la douane et la police de la navigation.



A gauche: à la police des chemins de fer, le poste Eurostar de la section procède au profilage des passeurs de drogues potentiels.

Une bonne gestion des frontières en Asie Centrale doit faire baisser la menace à nos propres frontières (photo: passage frontalier au Turkménistan).



Des campagnes internationales

“Le Service central drogues prend de nombreuses initiatives au niveau national et international dans le cadre de son appui aux services de police et de douane chargés de détecter et d’intercepter la drogue aux frontières extérieures de l’UE”, explique Marc Vanhulle. En collaboration avec l’École fédérale de police, un module ‘drogues’ spécifique est élaboré au profit des services chargés du contrôle aux frontières. Avec l’aide de

Conseil de l’Europe). Ces données sont transmises à l’ensemble des services de contrôle de première ligne en Belgique, quel que soit le mode de transport.

Outre les efforts consentis aux niveaux local et fédéral et les initiatives prises au niveau européen, des mesures visant à réduire la menace aux frontières extérieures de l’UE en Belgique sont prises. Et ce dans les pays d’origine et de transit, conformément au plan d’action drogue de l’UE. La meilleure connaissance

l’Union européenne, cette dernière espère, à terme, favoriser le commerce légal dans la région, ainsi qu’assurer la bonne gestion de l’immigration, et endiguer la criminalité transfrontalière. La Commission européenne a spécialement créé le ‘Central Asia Drug Action Programme’ (CADAP) pour lutter contre le trafic de drogue. Dans le cadre d’un projet régional de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) au Turkménistan (également une ancienne république soviétique), une délégation du Service central drogues a organisé un cours intitulé ‘Risk Assessment, Profiling and Targeting’ au profit des personnes locales chargées du contrôle des frontières. Au niveau fédéral, des relations de travail sont également nouées avec les partenaires opérationnels des pays d’origine. Enfin, les autorités belges doivent non seulement nouer et entretenir des liens avec les services de police réguliers, mais également faire intervenir toute une série de partenaires externes dans leur réseau. Parmi ces partenaires, nous pouvons mentionner la Force d’assistance internationale à la sécurité (ISAF) qui prête, sous les auspices de l’OTAN, son appui au gouvernement intérimaire en Afghanistan dans le cadre du maintien de la sécurité dans le pays. Des chiffres récents montrent que ces campagnes internationales ne sont pas superflues. Selon Brice De Ruyver, expert en matière de drogues de l’Université de Gand, les agriculteurs afghans sont responsables, cette année, de 95 % de la production mondiale d’opium. La valeur de ce pavot à l’exportation est estimée à trois milliards d’euros. Selon les Nations Unies, plus de 90 % de ces recettes sont perçues par des organisations criminelles et des réseaux terroristes. Les frontières afghanes ne faisant pas l’objet d’un contrôle strict, les dealers n’éprouvent en outre guère de difficultés pour écouler leur marchandise. ■

“ Marc Vanhulle

Le Service central drogues appuie les services de police et de douane sur les plans national et international

la Direction de la police des voies de communication (DAC), on cherche également activement les meilleurs moyens de détection actuellement disponibles sur le marché.

Le Service central drogues conseille également les services de contrôle sur le plan juridique. “De nombreux efforts ont déjà été consentis dans ce domaine, surtout pour ce qui est du transport aérien”, précise Marc Vanhulle. Pour pouvoir encore mieux détecter les passeurs de drogue, on a évalué les éléments d’information qui sont nécessaires aux services de contrôle de première ligne. Ces informations ont été rassemblées en collaboration avec PJF/DR Airport, dans le cadre du groupe de travail ‘aéroports’ du Groupe Pompidou (une initiative de

du terrain qu’ont ces pays doit permettre aux services de police d’intervenir de manière proactive. C’est également dans ce cadre que s’inscrit la coopération avec le SPF Affaires étrangères pour les services consulaires. Le ‘Border Management Programme in Central Asia’ (BOMCA), un projet du Programme des Nations Unies pour le développement, soutenu financièrement par la Communauté européenne, est l’un des nombreux projets internationaux auxquels le Service central drogues participe. L’éclatement de l’Union soviétique a entraîné la création de cinq nouveaux états en Asie centrale. La gestion inefficace des frontières est une source d’instabilité dans la région. En enseignant les principes de la gestion intégrée des frontières extérieures de

⁽¹⁾ Lire dans l’Inforevue 4/2004, pp. 4-7.